



Mort-e-s aux frontières de l'Europe : une commémoration pour ne pas oublier, et mettre l'UE et ses partenaires face à leurs responsabilités

Commémorations du 6 février 2014 et 9 février 2020

Le 6 février 2014, au moins 14 personnes ont trouvé la mort, à quelques dizaines de mètres de la plage du Tarajal, sous les tirs de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène de la Guardia civil espagnole qui tentait de les empêcher de rejoindre l'enclave de Ceuta.

Le 9 février 2020, un bateau avec 91 personnes à bord a fait naufrage au large de la Libye, malgré l'alerte lancée dans la nuit par WatchTheMed AlarmPhone, ignorée par les soi-disant garde-côtes libyens, et sans qu'aucun secours n'ait été porté à cette embarcation en détresse dont les passagers et passagères ont disparu en mer sans laisser traces.

Nous commémorerons ces disparitions, ainsi que toutes celles dont nous n'avons pas connaissance, les 6 et 9 février prochains, pour ne pas oublier ces damné-e-s de la mer, et pour dénoncer une fois encore la responsabilité de l'Union européenne (UE), de ses États-membres et de ses partenaires dans cette politique délibérée aux conséquences macabres.

Si la pandémie de coronavirus et les mesures sanitaires et sécuritaires liées ont mis en lumière les conséquences des entraves aux libertés individuelles et au droit à la mobilité pour une partie du monde, elles ne doivent pas occulter les drames qui se déroulent aux frontières de l'Europe, au-delà de leur médiatisation ponctuelle.

Emblématiques des violences qui s'y jouent chaque jour, ces drames ne sont en aucune façon le fruit de la fatalité mais bien d'une politique délibérée de l'UE visant à empêcher, coûte que coûte, les personnes migrantes non européennes d'arriver sur son territoire. À travers ses stratégies d'illégalisation, de dissuasion, d'abandon, et d'externalisation, l'UE rend les routes migratoires de plus en plus périlleuses.

Que ce soit aux frontières maritimes de la Méditerranée ou de l'Atlantique ou encore sur la route des Balkans, nous dénonçons la multiplication et la banalisation des pratiques violentes de refoulement ainsi que la criminalisation des solidarités civiles.

Selon l'Organisation internationale des migrations (OIM), depuis 2014, plus de 20 000 personnes ont disparu ou perdu la vie sur les routes migratoires, dont la moitié en Méditerranée. Depuis les années 90, ce nombre s'élève à plus de 50 000 personnes¹.

Ces derniers mois, l'agence européenne de garde-côtes et de garde-frontières (Frontex) est accusée d'avoir eu connaissance ou de s'être rendue complice de refoulements illégaux de personnes exilées en mer Égée et en Hongrie. Pour la première fois depuis sa création, des enquêtes officielles ont enfin été ouvertes après des années de dénonciation de la part des défenseurs-ses des droits humains. Le comité des droits de l'Homme des Nations unies vient de confirmer pour sa part la responsabilité du gouvernement italien dans le naufrage du 11 octobre 2013, ayant causé la mort d'au moins 268 personnes, dont 60 enfants, pour avoir retardé les secours. Après une enquête menée par le journaliste italien Fabrizio Gatti, un procès contre les responsables des salles d'opérations de la marine militaire et des garde-côtes italiens s'est ouvert en 2019 en Italie.

¹ <https://missingmigrants.iom.int/>

La stratégie du laisser-mourir mise en œuvre par l'UE, ses États membres et les États partenaires pour dissuader et contenir la mobilité des personnes ayant quitté des territoires ravagés par des conflits ou des crises socio-économiques, n'est plus à démontrer : il faut en finir avec l'impunité.

5 février 2021

Commémorations soutenues par Migreurop

Présentation de la [Marche pour la Dignité](#) à Tarajal - **5 et 6 février** (vidéo ES)

Pour suivre les manifestations en ligne sur les réseaux sociaux : [Facebook](#) et [Twitter](#)

Cette carte répertorie tous les lieux qui témoignent de leur solidarité et de leur soutien : www.bit.ly/mapatarajal2021

À l'initiative d'AlarmPhone, des mobilisations se dérouleront le **9 février** dans de nombreuses villes européennes. À Paris, la mobilisation se tiendra de 16h à 17h30 près du Canal de l'Ourcq où 91 petits bateaux en papier seront jetés à l'eau afin de symboliser les victimes des drames en mer, et en particulier les 91 personnes disparues le 9 février 2020.